Tribune « Alerte au gouvernement et aux élus : la fonction publique et ses agents sont essentiels »

ACTUS MILITANTES



Les agents publics traversent une période d'incertitude, confrontés à l'inaction du gouvernement et à une défiance grandissante. À l'heure où les défis géopolitiques et économiques redéfinissent nos priorités, il est impératif de préserver les valeurs fondamentales du modèle social européen, de soutenir et de reconnaître le travail des agents publics tout en garantissant un avenir plus juste et solidaire.

Les agents publics sont **inquiets**. Depuis plusieurs mois, ils constatent l'**immobilisme des gouvernements** successifs vis-à-vis d'eux, **voire une défiance**. Pourtant, tout devrait inciter à agir pour la fonction publique et ses agents, **chevilles ouvrières des services publics**.

Le contexte géopolitique percute la situation politique et économique de notre pays et nous oblige à imaginer un avenir dans lequel nos principaux schémas de pensée, issus notamment des drames de la première moitié du XXe siècle, volent en éclats.

Malgré ces défis, **nos sociétés européennes doivent garder le cap des valeurs fondamentales** qui constituent **leur modèle social : solidarité, égalité et respect des** droits humains. Les services publics et **les agents publics** jouent un r**ôle crucial** pour la préservation de ces fondamentaux en assurant **des politiques, activités et missions essentielles, tout en garantissant des principes de justice et d'équité.**

C'est pourquoi il ne faut pas renoncer au financement des services publics ni des dépenses sociales face à l'augmentation nécessaire des investissements pour **la défense.**

Si **certains acteurs**, au sein du gouvernement ou de partis politiques, t**entent de se saisir de cette situation pour lier dépenses militaires et sujets sociaux tels que les retraites,** à l'UNSA Fonction Publique nous pensons qu'il faut décorréler les sujets. Oui à un consensus pour une hausse des crédits de défense, mais **pas au détriment de notre modèle social, nos services publics**.

Par exemple en Allemagne, les dirigeants actuels et futurs ont réussi à avancer sur un compromis transpartisan qui concilie, **par le renoncement au dogme de 3% de déficit budgétaire,** l'établissement d'une enveloppe importante, plusieurs centaines de milliards, **pour investir dans la défense et les infrastructures du pays, mais qui valide aussi des dépenses sociales et des hausses de salaires.**

Sur ce modèle, l'activation de la clause de sauvegarde du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, qui permet aux États membres de déroger aux règles budgétaires en cas de crise (comme durant la pandémie COVID), **devrait plutôt conduire dans notre pays à une discussion raisonnée** permettant de concilier dépenses militaires renforcées sur le long terme et investissements pour atteindre nos objectifs sociaux, environnementaux et numériques. Face **à la montée d'un populisme exacerbé par les lobbies économiques et politiques les agents publics, stigmatisés, deviennent des cibles et des boucs émissaires.** Il faut non seulement **davantage les protéger, mais aussi reconnaître les missions** qu'ils mettent en œuvre et les respecter. Cela passe notamment **par des négociations salariales, des perspectives de carrière, la protection de leur santé, leur qualité de vie et leurs conditions de travail**. Cela passe par des décisions renforçant, enfin, l'attractivité du secteur public.

La **protection** du secteur public est **impérieuse** à l'heure où le rôle de l'État est menacé. Sa fonction redistributive passe par les services publics. Sans quoi, les inégalités sociales qui n'ont cessé de s'amplifier vont encore se creuser

Sans hôpitaux publics, sans écoles publiques, sans universités publiques, sans politique publique culturelle, sans police publique, sans justice publique, sans contrôle public, sans collectivité, sans l'État, **sans redistribution par l'impôt public ce sont les plus vulnérables et les moins bien lotis qui s'enfonceraient plus encore aux marges de la société et dans le désespoir**.
Les politiques publiques et notre système de protection sociale doivent continuer à jouer leurs rôles majeurs dans la réduction des écarts. Un avenir sans perspectives dans une société livrée à la loi du plus fort ne peut qu'alimenter les violences de toute sorte.

Reconnaître les agents publics et **investir dans la fonction publique** partout, dans l'hexagone comme en outre-mer, sont déterminants pour **réaffirmer la fonction d'unité et de lien de la fonction publique dans notre société** pour le plus grand bénéfice et pour l'intérêt de toutes et tous. Ce sont deux éléments indispensables pour construire ensemble notre avenir.

_____
Luc Farré, Secrétaire Général de l'UNSA Fonction Publique

Retrouvez le texte sur La Tribune : « Alerte au gouvernement et aux élus : la fonction publique et ses agents sont essentiels »